



Création du nouveau titre professionnel Intervenant éducatif petite enfance : une réponse au rabais à la crise de la petite enfance

Le collectif **Pas de bébés à la consigne** a pris connaissance de la création d'un nouveau titre professionnel d'intervenant éducatif. Celui-ci est présenté comme une réponse à la pénurie de personnel et aux difficultés structurelles du secteur. Malgré tout, cette mesure appelle de notre part à la plus grande vigilance. Ces professionnel.les seraient amené.es à intervenir auprès des enfants après une formation de 1400 heures dont 400 heures seulement de stages, à comparer aux 1540 heures dont 770 de stages pour la formation actuelle des auxiliaires de puériculture...

Depuis des années, notre collectif au côté des professionnel.les alerte sur la dégradation continue des conditions d'accueil des jeunes enfants : sous-effectifs chroniques, turn-over massif, épuisement des équipes, manque de reconnaissance et de formation qualifiante. Dans ce contexte, la création de ce nouveau titre professionnel de niveau 4 ne saurait constituer une solution pertinente. En effet, alors que tous les rapports et commissions d'enquête de ces dernières années ont confirmé que la qualité d'accueil repose, entre autres critères, sur le meilleur niveau de qualification possible des professionnel.les, le gouvernement crée un titre professionnel moins qualifié que les autres diplômes et l'inclut dans la catégorie 1 des professions les plus compétentes. Sans compter qu'il ne s'agit plus d'un diplôme national. Sacré tour de passe-passe, qui reviendra à déqualifier le niveau global de compétence des équipes après avoir publié un référentiel qualité pour les modes d'accueil...

Le collectif **Pas de bébés à la consigne** persiste et signe : l'accueil des jeunes enfants appelle des compétences solides, une formation exigeante et du temps comme l'avait rappelé la Commission des 1000 premiers jours : "*les professionnels de la petite enfance devraient bénéficier d'une formation de haut niveau au regard des connaissances croissantes sur l'importance des premières années de la vie pour le développement social, cognitif, affectif et relationnel ultérieur de l'enfant*". Multiplier les titres et abaisser les exigences de qualification ne peut que fragiliser encore davantage la qualité de l'accueil, au détriment des enfants, des familles et des professionnel.les déjà en poste.

Notre collectif alerte : ce nouveau titre ne servira principalement qu'à pallier les manques, sans s'attaquer aux causes profondes de la crise :

- salaires insuffisants,
- conditions de travail dégradées,
- ratios d'encadrement inadaptés,
- manque d'attractivité des métiers,
- sous-investissement public chronique dans le Service Public de la Petite Enfance.

Nous réaffirmons avec force que les bébés ne sont pas une variable d'ajustement. Toute réforme du secteur doit placer en priorité le respect des besoins fondamentaux des enfants, la qualité des relations humaines et la reconnaissance des professionnel.les. Le collectif **Pas de bébés à la consigne** appelle les politiques à engager des mesures ambitieuses : amélioration des ratios d'encadrement, renforcement des formations les plus qualifiantes, revalorisation salariale, reconnaissance de la pénibilité et investissement massif dans la petite enfance.

Parce que bien accueillir les enfants, c'est favoriser leur plein épanouissement et préparer la société de demain